

V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques



Les accords de Cancun ont été adoptés lors de la 16^e session de la Conférence des parties du Sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP 16). Ces accords fixent de manière officielle les objectifs d'atténuation et les actions à mener dans le cadre de la CCNUCC à la fois par les pays développés et ceux en développement ; ils reflètent un équilibre entre plusieurs éléments essentiels de divers domaines tels qu'un système MRV (mesure, notification et vérification), les stratégies REDD+, le financement, l'adaptation et la technologie. Le Japon souhaite poursuivre ses efforts de coopération avec les pays africains en vue d'atteindre l'objectif final, à savoir l'adoption d'un nouveau document unique et complet, qui établirait un cadre international juste et efficace avec la participation de toutes les principales économies du monde sur la base des accords de Cancun.

En 2011, au moment où le monde entier se prépare à la COP 17 organisée en Afrique du Sud, la coopération en ce domaine devient de plus en plus importante. Le Japon souhaite coopérer avec les pays africains afin de favoriser le succès de la COP 17.

1. Atténuation et adaptation

Le Japon renforce son aide dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation, et admettant les besoins en la matière des pays africains.

Atténuation

Egypte : projet de parc éolien dans le Golfe d'El Zayt

Un prêt en yens de 38,864 milliards de yens a été accordé à l'Egypte en mars 2010 pour la construction d'un parc éolien de 220 MW situé à 350 kilomètres au sud-est du Caire. Ce projet vient répondre à une demande accrue en électricité tout en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre puis qu'il substitue les aux énergies fossiles une énergie renouvelable. Cette initiative soutient donc à la fois l'économie de l'Egypte et la protection de l'environnement mondial.



Site de construction prévu



Image (Photos : JICA)

Ethiopie : projet de gestion participative de la forêt

Avec l'assistance technique de la JICA, le gouvernement éthiopien met en œuvre un projet de gestion participative de la forêt. Ce projet contribue non seulement à la protection de la forêt mais aussi à l'amélioration des conditions de vie par le biais de la commercialisation du café issu de cette forêt qui est exporté au Japon par la société UCC (Ueshima Coffee Co., Ltd.).



Gestion de la forêt par la population locale



Récolte du café de la forêt

(Photos : JICA)

Adaptation

Afrique du Sud : prédiction des variations climatiques et ses applications dans les régions sud de l'Afrique

Le Centre africain pour le climat et les sciences du système terrestre (ACCESS) ainsi que l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres (JAMSTEC) ont mis en œuvre un projet avec l'Université de Tokyo, l'aide du Partenariat de recherche en sciences et technologies pour le développement durable (SATREPS) et en coordination avec la JICA et l'Agence japonaise des sciences et technologies (JST).

Ce projet vise à renforcer la capacité en prédictions climatiques saison-

nières en Afrique du Sud et utiliser les prédictions pour la meilleure gestion des problèmes environnementaux de la région sud-africaine et de contribuer ainsi à son développement durable. Il vise à accélérer la mise en place de mesures suffisantes contre les risques de changement climatique dans la région tels que l'érosion du littoral.



(Photo : JICA)

V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques

Le Programme d'amélioration des capacités pour faire face aux catastrophes naturelles induites par le changement climatique

Un programme de subventions de 300 à 700 millions de yens a été établi en faveur des pays suivants : Ouganda, Ghana, Cap Vert, Gambie, Kenya, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Djibouti, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Burundi, Bénin, Malawi, Mali, Mauritanie, et Lesotho, afin de fournir les installations et les équipements nécessaires pour faire face aux catastrophes naturelles.



Image (Photo : JICA)



Image (Photos : JICS)



Partenariat conjoint Japon-PNUD de lutte contre le changement climatique en Afrique : programme d'adaptation de l'Afrique

Dans le cadre du Partenariat conjoint Japon-PNUD établi par le Japon et le PNUD lors de la TICAD IV, le PNUD a mis en œuvre des programmes en faveur de l'adaptation au changement climatique dans 20 pays africains, pour un montant de 92,1 millions de dollars. Le programme a

adopté une approche globale afin de soutenir les efforts à long terme des pays concernés et de renforcer leur capacité à mettre en œuvre des mesures d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe.

Le "financement à mise en œuvre rapide" du Japon pour les pays en développement jusqu'en 2012

Lors de la COP 15 en décembre 2009, le Premier ministre alors en poste Yukio Hatoyama a annoncé une aide du Japon jusqu'en 2012 en faveur des pays en développement qui prennent des mesures face au changement climatique, telles que des mesures d'atténuation, ainsi qu'aux pays en situation de vulnérabilité face aux conséquences du changement climatique, afin de contribuer aux avancées des négociations internationales.

Le "financement à mise en œuvre rapide" a été réalisé d'une manière efficace

et rentable, sur la base des besoins des nations africaines. Au 30 septembre 2010, le Japon avait déjà apporté une aide de 886 millions de dollars (735 millions de dollars pour l'atténuation dont 87 pour les stratégies REDD+ ; 151 millions de dollars pour l'adaptation). Le Japon a également annoncé son soutien à l'atelier africain régional de la CCNUCC organisé en juin/juillet 2011 pour renforcer l'accès direct des pays africains aux ressources des fonds pour l'adaptation.

L'initiative "Vie harmonieuse"

Lors de la 10^e réunion de la Conférence des Parties de la Convention sur la biodiversité biologique (CBD/COP 10) qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010 sous présidence japonaise, le Premier ministre Naoto Kan a annoncé que le Japon apporterait une aide de 2 millions de dollars au

cours des trois prochaines années à compter de 2010 dans le cadre de l'initiative "Vie harmonieuse". Celle-ci vise à soutenir les efforts des pays en développement pour atteindre les objectifs de biodiversité d'Aichi définis par la CBD pour la période 2011-2020.

● Gabon : conservation de la biodiversité de la forêt tropicale fondée sur une coexistence durable entre les humains et la faune sauvage

Ce projet est une coopération entre l'Institut de recherche de l'écologie tropicale du Gabon et les universités japonaises de Kyoto, Yamaguchi et Chubu Gakuin et bénéficie du soutien du programme SATREPS en coordination avec la JICA et la JST. Il vise à surveiller les espèces essentielles et les espèces parapluies pour comprendre les différences saisonnières et prévenir ainsi le déclin rapide de la biodiversité. Ces données permettront de prendre des mesures en faveur de la conservation des écosystèmes et d'une utilisation du-



Forêt tropicale au Gabon (Photo : JICA)

rable des ressources naturelles, et d'élaborer des plans de gestion favorisant l'écotourisme et l'éducation environnementale, en faveur d'une coexistence durable entre les être humains et la faune sauvage.



Parc national Moukalaba-Doudou (Photos : JICA)



Exemples de projets conduits par des sociétés privées japonaises

● Hitachi Power construit 12 générateurs de vapeur à haute capacité en Afrique du Sud

Hitachi met actuellement en œuvre les projets d'Eskom d'installer 12 générateurs à vapeur de 800 MW pour les centrales électriques Medupi (province de Limpopo) et Bravo (province de Mpumalanga) en Afrique du Sud. La technologie de la centrale thermique à charbon supercritique a été adoptée. Développée

par Hitachi, cette technologie se classe parmi les meilleurs du monde et doit contribuer à réduire les émissions de CO₂.

(Photo : Hitachi)



Les efforts des autres partenaires de la TICAD

PNUD

Outre le programme d'adaptation africaine mentionné, le PNUD aide également 20 pays d'Afrique à gérer des fonds pour l'adaptation, 175 millions de dollars de subventions ayant été mobilisés pour la région. Ces ressources ont été complétées par 260 millions de dollars de cofinancement pour répondre aux besoins primaires de développement. Le PNUD a également aidé les 17 pays les moins avancés (LCD) à préparer les Programmes d'action d'adaptation nationale (NAPA) qui doivent

les aider à identifier les besoins et les priorités d'adaptation, et à accéder aux fonds internationaux pour y répondre.

Au niveau des communautés, le PNUD travaille aussi pour aider les communautés les plus vulnérables à développer des stratégies de résistance au climat.

Niger : adaptation des pratiques d'élevage et d'agriculture aux réalités du changement climatique



La construction des puits traditionnels à l'aide de troncs d'arbre, qui contribuait à la déforestation, a cessé. Les puits traditionnels à base de ciment sont en rénovation.



Une évaluation de la vulnérabilité de la communauté est menée à Roubou, dans le cadre d'une formulation de projet.

(Photo : PNUD)

2. Eau et assainissement

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

Le Japon poursuivra son aide au secteur, bien que l'objectif du PAY en matière de subventions et de coopération technique ait déjà été atteint (réalisé à 138 %).

Montant total de l'APD dans les projets du secteur de l'eau et de l'assainissement (avril 2008 - mars 2011)

(100 millions de yens)

	Gestion des ressources en eau/Alimentation en eau et installations d'assainissement
Prêts	224,99
Dons et coop. tech.	412,86

Gestion efficace des ressources en eau

Le Japon a fixé l'objectif de renforcer les capacités des 5 000 gestionnaires et utilisateurs d'eau. Fin mars 2010, 12 046 personnes avaient déjà participé à différents types de formation et de séminaires dans le

domaine des ressources en eau. Le Japon poursuivra ses efforts même si l'objectif a déjà été atteint.

Accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement

En poursuivant son objectif de fournir de l'eau potable à 6,5 millions de personnes, le Japon a développé des installations d'alimentation en eau

et d'assainissement à la fois en milieu rural et urbain. Fin mars 2011, 3,6 millions de personnes avaient bénéficié des projets de subventions.

Efforts des autres partenaires de la TICAD

Banque mondiale

La Banque mondiale mène actuellement des projets destinés à améliorer l'accès à l'eau potable dans 35 pays. Ces trois dernières années, un total de 9,2 millions de personnes ont obtenu un meilleur accès à l'eau (soit une moyenne de 3 millions de personnes par an). 345 000 nou-

velles canalisations pour les foyers (soit 115 000 par an) ont été construites et 205 000 ont été rénovées. 142 000 points d'eau communautaires ont également été construits ou rénovés (plus de 45 000 par an) dans le cadre de projets au niveau communautaire.